

Liste nationale Éleveurs



Nos candidats, notre volonté

La liste **Alliance Galop** regroupe des socioprofessionnels et des éleveurs/propriétaires impliqués au quotidien dans l'élevage et les courses.

Ils viennent de différentes régions et représentent différentes sensibilités, mais tous ont à cœur de défendre l'élevage français, de conserver notre système de répartition et notre indépendance, mais aussi de créer les conditions de réussite d'un programme de relance.

**La relance des courses est une priorité.
Nous avons des solutions,
unissons-nous pour les mettre en pratique.**

Notre constat, notre diagnostic

Le modèle de financement des courses françaises est exemplaire. Il est généreux et équilibré. Il fonctionne parfaitement lorsque le niveau des ressources est suffisant.

Ce qui nous contraint à mener des programmes d'économie drastiques, et notamment à devoir choisir entre la qualité de l'outil de travail et les allocations, ce n'est pas le système en lui-même, mais la baisse de ses ressources.

Les trois principales sources de revenus des courses en France sont les propriétaires, les parieurs et l'État. Les deux premiers se détournent de l'hippisme parce que la clientèle habituelle a évolué dans sa perception de notre activité et la nature de ses loisirs, ou dans sa pratique du pari.

Le troisième fixe les règles du jeu, le contexte légal de notre activité. Ces règles sont en train d'évoluer.

**Il faut s'adapter à ce nouvel environnement.
C'est ce que propose Alliance Galop...**

LES CANDIDATS



Jacques
CYPRES



Nelly de La
GUILLONNIÈRE



Jean-Charles
ESCALÉ



Catherine
BOUDOT



Noël
DUBIEF



Pierre de
MALEISSY-
MELUN



Florence
THOMAS DE
GIGOU



Michel
CONTIGNON

LES SUPPLÉANTS



Bruno
VAGNE



Kerstin
DREVET



André
POMMERAÏ



Jean-Luc
COUÉTIL

Nos principales mesures

Voici les principales mesures qui concernent plus particulièrement les éleveurs et pour lesquelles nos représentants aux instances de France Galop militeront grâce à votre soutien :



Recentrer les encouragements sur les propriétaires et les éleveurs

La répartition des ressources doit dépendre d'une réflexion stratégique menée indépendamment des contraintes budgétaires annuelles. Nous réclamons une application linéaire des baisses et des hausses une fois la stratégie de répartition décidée une fois pour toutes. Ne rouvrons pas le débat tous les ans.

Encourager l'élevage, notre plus bel atout

Nous estimons que l'élevage est l'activité centrale du galop, et que tout doit être mis en œuvre pour encourager les propriétaires à s'engager sur cette voie.

L'équilibre 2/3-1/3 a créé un cercle vertueux : ne le brisons pas

Nous demandons que le principe de répartition des encouragements à concurrence de deux tiers pour le plat et un tiers pour l'obstacle soit inscrit dans les statuts de France Galop.

Favoriser l'élevage français dans le circuit de sélection

1. Baisser les prix des courses de Groupe et des Listed en plat,
2. Augmenter les taux des primes aux propriétaires dans ces mêmes courses, de façon à favoriser l'élevage français de haut niveau.

Des primes aux éleveurs pour tous les chevaux

Nous demandons que les primes aux éleveurs des chevaux d'âge, supprimées en 2018, soient à nouveau versées et financées par le déclenchement de mécanismes budgétaires favorisant l'élevage français et les propriétaires qui le soutiennent.

La TVA à 10 % pour les produits de l'élevage

Les poulains vendus par leurs éleveurs avant l'âge de 3 ans ressortent de la production agricole et à ce titre, ils doivent être soumis à une TVA à taux réduit de 10 %. C'est une façon juste et efficace d'encourager les acheteurs français à investir dans l'élevage.

Relancer et adapter l'offre des paris hippiques

Les paris au service des courses plutôt que les courses au secours des paris.

Il faut remettre l'église au milieu du village : c'est-à-dire les courses avant les paris. Le PMU doit être plus souple et plus entreprenant sur le marché en ligne, l'export de nos courses et l'adaptation du pari mutuel à toutes les activités.

Toutes les courses françaises ouvertes aux paris sur Internet

C'est un symbole fort de la valorisation de l'hippisme dans les régions, et un possible levier de croissance pour l'avenir, avec un réel plus produit pour les paris en ligne.

Les images des courses pour tous, tout le temps

Le public doit pouvoir accéder à toutes les images des courses en direct gratuitement.

Les sociétés-mères doivent renouer le dialogue avec l'état

Les sociétés-mères doivent organiser leur représentation officielle

L'État ne réclame pas un seul corps, il réclame une seule voix. Désignons un seul interlocuteur pour représenter les intérêts des sociétés-mères devant les pouvoirs publics et négocier.

La Française des Jeux va être privatisée. Cela risque de bouleverser les équilibres dont nous dépendons...

Formulons des revendications claires

Pour affronter la concurrence de la Française des Jeux et des paris sportifs, nous avons besoin de plus de souplesse et de liberté. Négocions un nouveau *deal* avec l'État, un environnement réglementaire, juridique et fiscal (TVA, concurrence, courses européennes, fiscalité, règlement des paris, etc.) plus favorable.

Rapprochement Trot/Galop : oui, mais...

Nous sommes favorables au partage des moyens d'administration et de production des sociétés-mères, et même des sièges sociaux, mais pas à une structure exécutive supplémentaire. Une couche de plus ne fera qu'éloigner encore le siège du pouvoir des membres et favoriser la technocratie.